



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 61 - Avril 2018

Mémoire et profondeur de champ

Le contrôle de la profondeur de champ, en photographie, permet de mettre en valeur certains éléments au détriment d'autres : la zone de netteté de ce qu'on veut mettre en évidence et le flou des autres plans. Plus la profondeur de champ est étendue, plus elle intègre le sujet dans son environnement ; plus elle est petite, plus elle l'isole. D'autre part, plus on est proche du sujet, plus la profondeur de champ est faible – et vice-versa.

Il peut être intéressant de rappeler ces quelques réalités de vision et d'établir un certain parallèle, quand on fait un exercice de mémoire, quand on jette un regard sur le passé et qu'on veut esquisser des bilans, sans oublier de remettre – ou non – certains éléments dans leur(s) contexte(s). C'est particulièrement le cas pour cette année 2018, où on va se pencher sur un certain nombre de faits, non pas pour les commémorer, car il n'y a pas de valorisation à y apporter, mais bien pour se les remémorer et les mettre en perspective.

Sommaire

- Edito

Mémoire et profondeur de champ

- Assemblée générale d'OVR-Suisse

Bienvenue à Neuchâtel

- La coopération Suisse-Roumanie

Renforcée dans le futur

- Action « Pompiers »

. De la fondation d'OVR à nos jours...

. Eloge d'un réseau citoyen

- La ville de Neuchâtel et ses partenaires

Lunca de Jos & Miercurea-Ciuc (Harghita)

- Cornaux (NE) – Finteușu Mare (Maramureș)

Un groupe d'amitié fidèle

- Coin bibliothèque

- Nouvelles de Roumanie

Textes : Mmes & MM. Christian ADAM, Rahel GUNTERN, Philippe HAEBERLI, Alain NICOLA, Pascal PRAZ, Vera et Hubert ROSSEL, Willy STAUFFER

Photos : Pierre LEBACQ, László MIKLÓS, Hubert ROSSEL, Dieter ZÜRCHER, Association des handicapés Harghita, Groupe d'amitié Cornaux, <http://2.bp.blogspot.com>

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

Car il y a 30 ans déjà, en décembre 1988, qu'ont été posées les premières bases de ce qui deviendrait, quelques mois plus tard, l'Opération Villages Roumains. C'était le début d'une indignation personnelle de plusieurs personnes responsables, qui allait prendre une envergure insoupçonnée quand on voit la suite de l'évolution du mouvement et sa reconnaissance comme exemple-type de solidarité européenne, exprimée par l'IICCMER (voir p. 16).

C'est cette année aussi que les responsables du Programme de coopération Suisse-Roumanie ont choisie pour tirer un bilan de la première tranche de financement allouée par la Confédération dans le cadre de la Contribution suisse à l'élargissement. Nous avons pu en bénéficier et avons été contactés pour organiser conjointement une manifestation de clôture. Elle aura lieu au cours de notre prochaine Assemblée générale.

Et que dire de la difficulté – voire de l'impossibilité, pour certains – de se détacher d'un passé douloureux qui a marqué tant de générations ? La démarche d'une Marion Le Roy Dagen, rescapée d'un orphelinat d'Etat à la recherche de ses origines (voir « Coin bibliothèque »), ou le regret des nostalgiques de la période Ceaușescu sont deux exemples du regard, pour le moins contrasté, porté sur ce passé, revisité en permanence. Que mettre en valeur ? Et avec quelle profondeur de champ ?

En Roumanie même, les manifestations contre la corruption et la réduction de l'indépendance des magistrats n'en finissent pas, ce qui provoque des réactions politiques diverses (dont nous ne parlons pas ici, bien entendu). Toutefois, ces querelles incessantes et les récentes attaques frontales contre le Parquet anti-corruption – rapportées dans la rubrique « Nouvelles de Roumanie » – provoquent une lassitude auprès des jeunes diplômés du pays, qui commencent à ré-alimenter un mouvement d'expatriation... On pensait ces départs stabilisés depuis les exodes massifs qui avaient suivi la chute du communisme, mais, selon le sociologue Dumitru Sandu, la perception par d'aucuns que rien ne change dans le pays a relancé ce mouvement vers l'Europe occidentale. D'autant plus que l'image iconique de Ceaușescu est encore bien présente dans l'esprit de pas mal de nostalgiques, même si d'autres veulent effacer toute trace de son exécution par des raisons... commerciales ! Entre mémoire et devoir de mémoire... Tout est une question de profondeur de champ !

Hubert ROSSEL

Assemblée générale d'OVR-Suisse

Bienvenue à Neuchâtel

***le 5 mai 2018 à l'aula des Jeunes-Rives
de la Faculté des Lettres et des Sciences humaines***

1988-2018 : Fidélité et ouverture

1988 : voilà trente ans, le mouvement Opération Villages Roumains (OVR) était lancé... Un mouvement citoyen d'opposition politique au régime roumain, un mouvement réel mais à l'effet inconnu dans cette Roumanie irréaliste et inconnue.

1989 : en décembre, l'Histoire se précipite et, de la réflexion, le mouvement se met en route et passe à l'action.

Inlassablement, année après année, action après action, vous n'avez pas ménagé vos peines pour soutenir votre village partenaire et, à travers lui, la Roumanie.

Des actions spontanées des débuts (colis alimentaires ou vêtements) aux projets de coopération, des actions développées par la Coordination OVR-CH (pompiers, santé) aux projets proposés par les communes partenaires, vous êtes toujours en route, fidèles... 30 ans de fidélité ! Les noces de perle...

2018 : les années passent... Nous avons perdu de nombreuses associations en route, mais vous êtes toujours là, toujours à réfléchir comment poursuivre nos actions et notre amitié avec ce pays, ces villages partenaires, ou parfois juste quelques familles, pour que dure encore un peu cette riche aventure humaine et solidaire de l'OVR.

2018 : votre Comité OVR aussi se pose ces questions. Et, à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle, nous avons eu envie de vous convier à l'ouverture.

Ouverture vers d'autres organisations qui, comme nous, ont à cœur de soutenir la population roumaine ; ouverture vers d'autres ONG qui, comme nous, après 30 ans, réfléchissent sur l'avenir, mais surtout l'ouverture sur d'autres actions réalisées dont nous pourrions nous inspirer peut-être...

C'est donc avec enthousiasme que nous avons répondu à la proposition du bureau KEK de marquer la fin du *Fonds pour les partenariats* de la Contribution suisse à l'élargissement dans le cadre de l'Assemblée générale de l'OVR. Une façon aussi de mettre en avant notre mouvement.

Cette après-midi d'assemblée ne devrait donc pas ressembler au schéma habituel de ces dernières années; mais il y aura des intervenants, des projets et, à la fin, un moment d'échange, lors d'une table ronde.

Alors, d'ores et déjà, merci de jouer le jeu de cette ouverture et de prendre un peu de temps à la rencontre de nos invités.

Pascal PRAZ

Programme de la journée

MATINÉE

Assemblée générale statutaire, coordonnée par le Comité d'OVR-CH

Dès 09h30 **Accueil**, café/croissant, inscriptions, achat des bons de repas

10h15 **Salutations**,

Pascal Praz, Président d'OVR-CH

Présentation du partenariat OVR-CH Neuchâtel - Lunca de Jos (HR), *M. Ph. Haeberli*

Présentation du Groupe d'amitié Cornaux - Finteușu Mare (MM), *M. Christian Adam*

10h30 **Séance statutaire**

11h15 **Allocutions**

SE Monsieur *Vlad Vasiliu*, Ambassadeur de Roumanie, à confirmer

Monsieur *Urs Herren*, Ambassadeur de Suisse à Bucarest, excusé

M. Francisc Giurgiu, Président d'OVR-Roumanie

11h45 **Verre de l'amitié** offert par la Ville de Neuchâtel

Message d'un représentant du Conseil communal

12h15 **Repas**

APRÈS-MIDI

Manifestation de clôture pour la promotion de la société civile en Roumanie, coordonnée par le SIB (*) du *Programme de coopération Suisse-Roumanie*

Contexte

La Suisse a soutenu le Fonds thématique « Participation de la société civile » pour la promotion des organisations de la société civile roumaine dans les processus politiques, en tant que voix de la société civile et fournisseurs de services, et le Fonds thématique « Partenariat et expertise », pour renforcer les partenariats capables de relever les défis du développement.

Depuis 2011, le programme a mis en œuvre 141 projets et il prendra fin à l'automne 2018. Il est donc temps de faire le bilan des résultats et des leçons apprises.

L'événement présentera des expériences de projets sélectionnés et une table ronde explorera le succès de la société civile roumaine, ses défis et la meilleure façon de la soutenir dans le futur.

(*) Le *Swiss Intermediate Body* (SIB) est le nom de la structure intermédiaire chargée de s'occuper des différents Fonds du programme de coopération de la Confédération. (ndlr)

13h45 Ouverture et accueil

Pascal Praz, Président d'OVR-Suisse
Dieter Zürcher, KEK-CDC, Directeur du Swiss Intermediate Body (SIB)
Susanne Zumstein, DDC, Division Nouveaux Etats membres de l'UE

14h00 Programme et présentation des projets

► Les Fonds "Participation de la société civile" et "Partenariat et expertise", Dieter Zürcher, directeur du SIB

► Présentation des projets et courte discussion :

(1) « Modèles agricoles », Peter Niederer, SAB

(2) « Films pour adolescents », Raphaëlle Pralong and Raphaël Chevalley, The Magic Lantern

► Expériences et enseignements tirés des partenariats Suisse-Roumanie, Rahel Guntern, KEK-CDC

15h00 Discussion de groupe : « Les défis actuels de la société civile en Roumanie et le rôle des aides extérieures » (y compris les questions de la plénière)

Ionuț Sibian, Directeur exécutif FDSC, Bucarest
László Pototzky, Directeur exécutif FP, Miercurea-Ciuc
Francisc Giurgu, Président OVR-RO, Livezi
Thomas Stauffer, ex-directeur BCS, Bucarest

► Modérateur: Franz Kehl, KEK-CDC

15h45 Synthèse

16h00 Clôture et apéritif offert par le SIB

Signification des sigles

DDC : Direction du Développement et de la Coopération (suisse)

SIB : Swiss Intermediate Body

SAB : Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete

FDSC : Fundația pentru Dezvoltarea Societății Civile

FP : Fundația pentru Partenariat

BCS : Bureau de Contribution suisse (Ambassade de Bucarest)

Le rôle joué par ces différents organismes est expliqué dans l'article suivant. (ndlr)

La coopération Suisse-Roumanie

Renforcée dans le futur

La présentation qui suit a été rédigée par un bureau de consultants, spécialisé dans la coopération internationale, mandaté par la Confédération pour gérer le « Programme d'élargissement » voté en son temps par le Parlement. Il présente de façon plus détaillée les aspects qui seront abordés et coordonnés par eux, l'après-midi de l'Assemblée générale du 5 mai prochain. Nous remercions les membres du bureau « KEK-CDC Consultants » de leur collaboration.

La Rédaction

Le Programme de coopération Suisse-Roumanie (SRCP – Swiss-Romanian Cooperation Programme)⁽¹⁾ fait partie de l'aide non remboursable offerte par la Suisse à 12 Etats européens qui ont rejoint l'UE entre 2004 et 2007. Le soutien de la Suisse est une expression de solidarité avec les nouveaux Etats membres de l'UE et pose les bases pour des connexions économiques et politiques stables avec ces pays. Le SRCP vise à :

- Contribuer à la réduction des disparités économiques et sociales entre la Roumanie et les pays plus avancés de l'Union européenne élargie
- Contribuer, en Roumanie, à la réduction des disparités économiques et sociales entre les centres urbains dynamiques et les régions périphériques structurellement faibles.



En 2011, la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) a sélectionné un consortium formé par KEK-CDC Consultants, la Fundația pentru Dezvoltarea Societății Civile (Fondation pour le développement de la société civile, Civil Society Development Foundation - CSDF) et la Fundația pentru Parteneriat (Fondation pour le partenariat environnemental, Romanian Environmental Partnership Foundation - REPF) ; ce consortium, appelé Swiss Intermediate Body (SIB), s'occupe de la gestion et l'administration de deux Fonds thématiques : « Participation de la société civile » (CSP - Civil Society Participation), ainsi que « Partenariat et expertise » (PF - Partnership and Expert Fund).

Dans le cadre du Programme de Coopération Suisse-Roumanie (SRCP), différents instruments de financement ont été mis en place, notamment des appels à propositions de subventions globales (subventions comprenant deux volets) et des Activités retenues (AR). Vous trou-

vez plus d'informations sur le SRCP sur les liens suivants: www.swiss-contribution.admin.ch/romania, www.swiss-contribution.ro

Les Fonds thématiques CSP et PF

L'objectif du Fonds thématique « Participation de la société civile » (CSP) est la promotion de la participation active des organisations de la société civile roumaine aux processus politiques, à la fois en tant que voix de la société civile et en tant que fournisseurs de services.

L'objectif du Fonds thématique « Partenariat et expertise » (PF) est de renforcer les partenariats helvético-roumains capables de relever les défis du développement. La phase de programmation pour la mise en œuvre des deux Fonds s'étend de novembre 2011 à octobre 2018. Au total, 40 projets PF, 94 projets CSP et 7 Activités retenues (AR) ont été mis en œuvre dans le cadre des deux Fonds. Les derniers projets ont terminé leur concrétisation à la fin de février 2018.

Manifestation de clôture du SRCP avec OVR le 5 mai 2018 à l'Université de Neuchâtel

Le SIB (Swiss Intermediate Body) organisera un événement final en collaboration avec l'association Opération Villages Roumains, qui était le partenaire suisse dans l'un des projets PF du premier tour (Soutien aux pompiers volontaires en Roumanie au sein du réseau de l'association OVR)⁽²⁾. Le but de l'événement est de présenter les principaux résultats obtenus par les

⁽¹⁾ Dans le cadre du Programme de coopération Suisse-Roumanie, la langue de contact et de travail choisie par la Confédération est l'anglais. D'où la terminologie utilisée et les abréviations mentionnées dans l'article. (ndlr)

⁽²⁾ Ce projet n'a pas été repris dans la présentation, puisqu'il est connu de chacun des membres d'OVR-CH. (ndlr)

Les 3 organismes du consortium qui constituent le SIB



KEK, www.kek.ch



FDSC, www.fdsc.ro



REPF, www.repf.ro

projets sélectionnés financés par les fonds CSP et PF, ainsi que les principaux résultats et les leçons tirées des partenariats du projet. L'événement fera suite à l'Assemblée générale d'OVR-CH à Neuchâtel (programme du matin).

Projet « Films pour adolescents »

Magic Lantern (à Neuchâtel) a mis en œuvre un projet avec l'association Macondo en Roumanie.

Titre du projet:	Films pour adolescents
Partenaire roumain du projet (dir):	Association culturelle Macondo
Partenaire suisse du projet:	Magic Lantern
Budget du projet:	CHF 246'000
Durée du projet:	20 mois

Le projet visait à montrer comment le cinéma peut être utilisé pour engager les jeunes dans une réflexion critique et créative sur différents problèmes sociaux. Le thème principal abordé par les activités était l'éducation sociale à travers le cinéma, un sujet qui n'est actuellement pas abordé dans les écoles, mais qui est toujours si présent dans la culture visuelle en développement que nous connaissons. L'objectif principal était de développer une méthodologie éducative qui vise à changer les instruments d'enseignement et les pratiques d'apprentissage des lycéens roumains, âgés de 14-18 ans. Cet objectif a été atteint en facilitant l'enseignement, la discussion et le débat sur les problèmes sociaux à l'aide de films. Raphaëlle Pralong et Raphaël Chevalley de l'association « Magic Lantern », basée à Neuchâtel, présenteront quelques-unes des principales réalisations du projet et donneront un aperçu de la collaboration



www.magic-lantern.org



www.facebook.com/filmepentruliceeni

dans le partenariat avec une organisation roumaine. Outre la collaboration avec le partenaire suisse, Macondo a conclu un partenariat avec le ministère de l'Éducation. Ils ont demandé de nouvelles subventions pour continuer en 2017.

Projet « Modèles agricoles »

Le projet « Modèles agricoles » est l'une des sept Activités retenues (AR) mises en œuvre dans le cadre du Fonds thématique « Participation de la société civile » (CSP). Le projet a contribué à améliorer la durabilité de l'agriculture basée sur

l'élevage dans les Carpates roumaines, en intégrant des activités traditionnelles dans le système économique moderne.

Titre du projet:	Modèles d'agriculture durable dans les zones de montagne roumaines
Partenaires roumains du projet (dir):	FAMD, Open Fields Romania (auparavant Heifer), Agrom RO et Romontana
Partenaire suisse du projet:	Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete (SAB)
Budget du projet:	CHF 1'512'000
Durée du projet:	3 ans

636 éleveurs de moutons ont bénéficié d'une aide à la gestion des pâturages et la structure florale de 1155 ha de pâturages a été améliorée dans la zone du projet (nettoyée des pierres, aplatie et qui a aujourd'hui une structure florale diversifiée). En outre, des plans de pâturage en rotation ont été introduits et les systèmes de gestion de l'eau ont été renouvelés (captage d'eau, abreuvoir, etc.). Toutes ces mesures ont entraîné une augmentation de la productivité des pâturages. Comme activité principale, il convient de mentionner la construction de bergeries et d'abris pour moutons sur six alpages tests, afin d'améliorer les conditions de production du fromage.

Au total, 546 agriculteurs ont suivi des formations professionnelles sur différents thèmes tels que la gestion des exploitations agricoles (alpages), afin que les participants puissent bénéficier du Programme National de Développement Rural (PNDR) 2014-2020.

Rahel GUNTERN
KEK-CDC Consultants
Traduction : Hubert ROSSEL



Dieter Zürcher

Inauguration officielle de la bergerie de Naruja (Rapport annuel du projet 2015)

Action « Pompiers »

1. De la fondation d'OVR à nos jours...

Deux regards et deux focales différentes. Le premier est celui d'un responsable directement impliqué dans l'action, et membre du Comité de pilotage du projet ; il envisage les choses d'un point de vue interne. Le second regard porté est extérieur et veut remettre l'ensemble de ce qui a été entrepris dans un contexte plus large, en changeant la profondeur de champ. A l'heure d'un bilan intermédiaire, les deux regards se recoupent et se complètent judicieusement.

Il y a eu l'avant « projet pompiers »

Après les premières années et l'aide d'urgence, les colis alimentaires, etc... plusieurs de nos associations ont acheminé du matériel en faveur des pompiers des villages partenaires. C'est en 1994 qu'a débuté l'action qui a donné naissance à ce projet pompiers, action qui s'est développée plus intensément depuis 2010.

Il y a eu le « projet pompiers » 2014-2016

L'acceptation de notre projet par le Fonds pour les partenariats de la Contribution suisse à l'élargissement, financement des citoyens suisses en faveur des citoyens roumains, a incontestablement dynamisé notre action. De nombreux projets ont été réalisés... Sans ce soutien, un certain nombre auraient quand même vu le jour, mais moins nombreux et moins rapidement évidemment.

Au-delà de l'utilité reconnue du projet, et du soutien en matériel que vous retrouverez dans le petit bilan de cette période, mis en évidence ci-dessous, je veux retenir 4 expériences :

- **En Suisse** : le renforcement des liens entre les associations membres de l'OVR et la satisfaction d'avoir réussi à ce que plus d'une dizaine de nos associations membres puissent faire bénéficier le village partenaire de ce projet.

- **En Roumanie**, d'avoir contribué à développer le volontariat dans le cadre des SVSU [Centres pompiers volontaires pour les situations d'urgence], au service des citoyens, **tout en ayant créé un climat de collaboration efficace et respectueux avec les services des pompiers professionnels** de l'ISU [Inspectorat pour les Situations d'urgence] qui, dès le départ, ont pris notre projet très au sérieux.

- **Pour le projet dans son ensemble** : grâce au **100 % bénévolat** (les chauffeurs en particulier et le Comité de pilotage qui n'a pas compté ses heures) et à la générosité de sociétés et de collectivités, d'avoir réalisé autant d'actions avec un financement limité de la part des associations...

- Personnellement, **mon coup de gueule** : la gestion de ce projet 100 % bénévole, dont la philosophie principale a été celle de l'OVR, soit d'apporter la majeure partie des montants en Roumanie et pas dans les frais de fonctionnement, en faisant les choses au plus simple, a régulièrement été en total décalage avec les attentes des gestionnaires du Fonds et la lourdeur administrative... Une situation compliquée pour les volontaires que nous sommes et qui peut surprendre quand le fonds en question s'appelle « *Société civile et Partenariat* ». Malgré tout, cela reste une expérience incroyable qui a été source de nombreux enseignements.

Bilan des actions « Pompiers » de 2010 à fin 2017

- ▶ 12 partenariats OVR-Suisse concernés
- ▶ 12 centres régionaux ou communaux, 4 détachements communaux liés à un centre régional existant et 7 partenariats (Mairies ou ISU)
- ▶ Une excellente collaboration avec les pompiers professionnels de l'IGSU et IJSU
- ▶ Des liens noués entre les pompiers volontaires des différents centres, mais aussi entre les autorités de ces centres
- ▶ 43 véhicules acheminés, soit 25 véhicules d'intervention et 18 véhicules de transport
- ▶ 5 camions semi-remorques de matériel pour les SVSU partenaires
- ▶ 2 stages de formation pour les pompiers volontaires (2014 et 2015)
- ▶ 1 échange d'expérience en Suisse pour des responsables de l'ISU (2015)
- ▶ Une vitrine des pompiers suisses au Musée national des pompiers à Bucarest
- ▶ Des centaines d'heures de bénévolat par les partenaires du projet pour préparer les véhicules et les acheminer en Roumanie

Il y a l'après « projet pompiers »

Avec la fin du financement de la Confédération, un coup de frein a été donné à nos actions...Poursuivre ? Evidemment, mais autrement !... Durant l'année 2017, nous avons terminé quelques actions en cours (dont la création d'un centre SVSU dans le partenariat de la ville d'Onex, dernier partenaire OVR-Suisse en attente de ce projet).

Pour la suite, comme le matériel vient toujours frapper à notre porte, OVR-Roumanie a contacté des Mairies roumaines qui sont d'accord de financer les coûts d'acheminement. Les véhicules sont donnés, les chauffeurs bénévoles, mais les frais sont pris en charge par le bénéficiaire. La liste des communes intéressées s'allonge mois après mois. Un camion a également été acheminé en République de Moldavie par l'intermédiaire d'une association membre d'OVR-Suisse.

Pour 2018, nous avons déjà 2 actions prévues au printemps (*județ* de Bacău et *județ* de Constanța). Un semi-remorque de

matériel est également prévu pour compléter la dotation des différents centres.

Et il y aura une ouverture

Ce projet nous a donné l'occasion de rencontres, d'échanges d'expériences avec d'autres acteurs, actifs comme nous en Roumanie.

C'est cette ouverture que le comité d'OVR-Suisse a souhaité mettre en avant à l'occasion de notre Assemblée générale 2018 avec l'après-midi de présentation de projets soutenus dans le cadre du *Fonds pour les partenariats* de la Contribution suisse à l'élargissement...L'occasion de nouer des liens, d'échanger des idées ou simplement de rencontrer des gens qui, comme nous, donnent du temps pour la Roumanie.

Pascal PRAZ

2. Eloge d'un réseau citoyen

Le projet « Pompiers » a fait couler beaucoup d'encre dans notre revue. Pour une fois, les sirènes retentissantes des camions ne répondent pas à une urgence, mais annoncent un premier bilan. Tentons d'en retirer quelques grandes lignes, afin d'obtenir une vision plus synthétique. Voici donc un « billet d'humeur » sur les réalisations de la Commission Pompiers qui ont mobilisé des centaines de citoyens suisses et roumains, sans entrer dans les détails techniques déjà relatés dans les numéros précédents.

PROFITABLE : à la base du projet, une deuxième vie est assurée à du matériel pompiers de qualité. Cette démarche, qui s'inscrit dans une lignée anti-gaspillage, a été le prétexte à tout un développement : ce qui pourrait paraître modeste au premier abord – le don d'un tonne-pompe, par exemple, et sa révision avant transport – a permis de faire beaucoup avec ce qui aurait pu rester juste une action. Le projet initial est allé de l'avant, les centres de pompiers volontaires se multipliant. Le geste matériel a entraîné le développement de tout un réseau citoyen, que ce soient les bénévoles, les pompiers volontaires suisses et roumains, les professionnels du Feu, les formateurs, et on en oublie... La sensibilisation a été large, tant dans les communes roumaines impliquées, créant de nouveaux centres, qu'en Suisse, dans un rapprochement d'associations OVR ou sous forme d'autres partenariats.

ORIGINAL : cette « mise en réseau » a impliqué des responsabilités des deux partenaires. L'aide suisse a trouvé un écho dans la participation des communes roumaines à construire leur dépôt, à participer financièrement au transport, à chercher à collaborer avec leurs voisins, à développer leur équipe de pompiers volontaires, à susciter leurs collègues professionnels pour se former, etc... A Lunca de Jos/Gyimesközéplek, par

exemple, un camion donné a entraîné la construction de la caserne ! Plusieurs villages ont travaillé ensemble, comprenant l'intérêt d'un centre ou d'un détachement pompiers sur leur territoire. Et des échanges entre centres de régions géographiquement éloignées ont permis un rapprochement, un partage d'expériences, un enrichissement réciproque qui ne se chiffre pas en d'énormes montants, mais représentent beaucoup de valeur. Ce sont des éléments qui renforcent la cohésion d'une société civile.

MONUMENTAL : les statistiques dressées ci-après attestent de l'envergure du projet. Elles ne sont pas exhaustives, car le bénévolat ne fonctionne pas à la calculatrice. Le nombre de visites sur le terrain, de formations, d'échanges et d'analyse dépassent les actions en matériel. Soyons fiers de ces 12 centres de pompiers volontaires créés qui touchent, comme le montre la carte ci-après, les trois principales grandes régions de Roumanie : Transylvanie, Valachie et Moldavie. Il n'y avait aucune ambition d'équilibre géographique à la base du projet, s'appuyant sur les partenaires existants capables de relever le défi, mais une répartition géographique plus large s'est progressivement établie. La carte (en fin d'article) rappelle les dates de création de chaque centre ou détachement. Plus récem-

ment, des « partenariats de collaboration » avec des localités non membres d'OVR ont été conclus.

Remercions la Confédération Helvétique pour son apport financier conséquent dans le cadre du programme "Fonds pour les partenariats" de la *Contribution suisse à l'élargissement* (1), et soulignons l'engagement tout aussi impressionnant du comité de la Commission Pompiers. M comme... MERCI !

PROFESSIONNEL : de telles réalisations démontrent que des projets de la société civile, essentiellement assumés par des bénévoles, peuvent revêtir un caractère très « pro ». Par les échanges, la démarche, l'homologation du matériel, la formation continue en collaboration avec des services parmi les plus compétents, l'action s'est inscrite dans un cadre qui n'a rien d'amateur. Que dire d'avoir réussi à asseoir à une même table des politiciens de bords différents, réalisant l'intérêt de se retrouver ensemble pour leur centre pompiers, dépassant ainsi leurs divergences idéologiques ?

Remercions ici les autorités roumaines de l'ISU, l'Inspectorat des Situations d'Urgence, qui ont collaboré tout au long des années, posant leurs exigences professionnelles tout en étant un partenaire de grand respect.

INDICATEUR : dans la société civile, le pompier est valorisé par son dévouement à la population. Quoi de plus juste que de soutenir ce corps de métiers qui engage sa vie au service des autres ? C'est révélateur de nos valeurs, de nos mentalités, de nos croyances... La Suisse et la Roumanie se retrouvent très proches. Indicateur également de notre appétit d'humain : le projet prévoyait la « création de 4 centres pilote régionaux d'intervention incendie dans 4 zones de Roumanie », pour donner lieu à fin 2017 à un résultat triplé, avec plein de connexions. La mise était bonne ! Il serait conseillé au Comité de pilotage de jouer au loto...

ELEMENTAIRE : tout est presque parti d'un camion, mon Cher Watson. N'est-ce pas simple ? Un projet développé à partir du bon sens, sans appareil, sans marketing. Au-delà du don, c'est tout un réseau qui a vu le jour, avec des échanges réciproques, de la formation professionnelle, des engagements à long terme, comme d'entretenir ces centres pompiers, mais aussi de recruter les volontaires de demain. Au final, plutôt complexe !

(1) Comme déjà signalé ailleurs, la Contribution suisse à l'élargissement est un programme d'aide de la Confédération helvétique pour contribuer à l'atténuation des inégalités économiques et sociales dans l'Union européenne (UE), suite à son élargissement. Les bénéficiaires de cet engagement sont les 10 Etats qui ont adhéré à l'UE en mai 2004, ainsi que la Bulgarie et la Roumanie qui y ont adhéré en janvier 2007.

RASSEMBLEUR : les actions menées ont revitalisé nos associations suisses, développé de nouveaux partenariats, renforcé la cohésion, et cela s'est fait sentir jusqu'à un autre « R », celui de la Roumanie. R comme réforme d'un système, comme revalorisation d'une structure qui existait parfois, mais qui, par sa force citoyenne et souvent bénévole, a permis ces réalisations dont il faut être fier.

SVSU : pour finir cet acrostiche, rendons à César ce qui est à César, en honorant les 4 lettres d'un sigle maintenant connu de tous nos lecteurs : le *Service Volontaire pour les Situations d'Urgence*, populairement appelé « les pompiers volontaires ». Ce sont eux qui feront vivre ce qui a été construit durant ces années, en continuant d'impliquer les autorités de leurs communes et de leurs départements, en exigeant des fonds pour faire tourner ces centres et assurer leur maintenance à long terme.

Quelques chiffres qui parlent d'eux-mêmes

- 12 : comme... 4 centres SVSU pilotes + 8 nouveaux centres auxquels il faut ajouter 7 nouveaux « partenariats de collaboration », y compris avec des localités non membres d'OVR.
- 12 : le nombre de départements roumains (*judet*) ayant bénéficié des actions.
- Plus de 50 communes roumaines impliquées.
- 4 800 km² : superficie couverte par les centres (hors partenariats de collaboration).
- 250 000.- CHF : le Fonds alloué par la Confédération suisse pour la période 2014-2016
- Quelques dizaines de formations initiées sur le terrain et de formations continues, en Roumanie, lors de rencontres dans la capitale, à l'école de pompiers à Boldești, ou encore lors de visites en Suisse.
- 45 : le nombre d'« Info-Flash », la Lettre d'infos de la Commission « Pompiers ».
- 3 : oui, que 3 responsables ont formé le comité opérationnel qui a coordonné actions, information et financement. Ce « centre de pilotage » a bien entendu été entouré et soutenu par de nombreux volontaires : chauffeurs ayant assuré un transport d'un véhicule et/ou de matériel vers la Roumanie, bénévoles ayant aidé à récupérer et/ou à trier du matériel en Suisse, membres OVR responsables de la coordination d'une action, participants suisses à l'inauguration d'un centre SVSU, personnes impliquées dans des actions de formation continue ou d'échanges en Suisse et en Roumanie, etc. Les quantifier ferait exploser la statistique... Immense merci à tous !

Alain NICOLA

Les 12 centres régionaux SVSU et les détachements éventuels qui en dépendent

Localisation du centre SVSU département (<i>judet</i>)	Partenaire(s)	Nombre de communes concernées et superficie	Nombre d'habitants (estimations)
1. Gherla (Cluj)	Association de Nendaz et environs (VS)	8 communes 38 villages 500 km ²	> 40 000
Et ses 3 détachements : - Nicula (monastère) - Cornești - Sic/Szék	Nendaz (VS) Nendaz (VS) Ellezelles (Hainaut, Belgique)	1 village / commune 1 village / commune 1 seul village 56 km ²	624 227 2 450
2. Deda et environs (Mureș)	Association de Saint-Léger-La Chiésaz (VD)	5 communes 19 villages > 800 km ²	13 000
3. Livezi et environs (Bacău)	Comité OVR-CH	4 communes 19 villages 145 km ²	21 000
4. Oltina et environs (Constanța)	Service du feu de Martigny (VS)	1 commune 4 villages 70 km ²	3 000
5. Crucea et environs (Suceava)	Commune de Moutier (BE/JU)	5 communes 31 villages 1 200 km ²	> 21 000
6. Plăieșii de Jos/Kászonaltság (Harghita)	Association de Puplinge (GE)	1 commune 5 villages 302 km ²	3 000
7. Sânmartin/Csikszent- márton (Harghita)	Association de Meyrin (GE)	1 commune 3 villages 42 km ²	2 300
Et son détachement : - Tușnad/Tusnád	Association de Marly (FR)	1 commune 3 villages 76 km ²	2 147
8. Telciu (Bistrița-Năsăud)	Association de Monthey (VS)	4 communes 10 villages 568 km ²	10 000
9. Lunca de Jos/Gyimes- középlök (Harghita + Bacău)	Ville de Neuchâtel (NE)	3 communes 21 villages 325 km ²	13 000
10. Andrieșeni (Iași)	Association « Entr-Aides » à Martigny-Croix (VS)	1 commune 7 villages 92 km ²	4 200
11. Goicea (Dolj)	Association de Vevey (VD)	1 commune 1 village 59 km ²	4 723
12. Brăduleț (Argeș)	Association de Onex (GE)	1 commune 9 villages 50 km ²	2 000

Les 7 « partenariats de collaboration »

Localisation et département (<i> județ </i>)	Partenaire	Localités concernées et superficie	Nombre d'habitants (estimations)
1. Boldești (Prahova)	Ecole de Sous-officiers de Pompiers et de Protection Civile « Pavel Zăgănescu »	/	/
2. Onești (Bacău)	Inspectorat des situations d'urgence (ISU) de Onești	Ensemble du département	/
3. Constanța (Constanța)	Inspectorat des situations d'urgence (ISU) de Constanța	Ensemble du département	/
4. Nimigea (Bistrița-Năsăud)	Mairie de Nimigea	1 commune / 8 villages 98 km ²	5 522
5. Băile Tușnad/Tusnádfürdő (Harghita)	Mairie de Băile Tușnad / Tusnádfürdő	1 localité 2 km ²	1 600
6. Orhei (République de Moldavie)	Détachement des situations d'urgence de Orhei (ISU) et Conseil du <i>raion</i> (district)	Ensemble du district de Orhei 1 ville et 74 villages 1 128 km ²	125 000
7. Munteni-Buzău (Ialomița)	Mairie de Munteni-Buzău	1 commune 1 village 51 km ²	3 800





Hubert Rossel

Une formation précise accompagne toujours le matériel acheminé sur place : exercice de connexion des tuyaux à un tonne-pompe



Hubert Rossel

Apprivoiser une pompe mobile ne s'improvise pas, mais elle rend bien service quand il y a de l'eau à proximité...



Hubert Rossel

Chaque «visite» commence par le rite d'accueil traditionnel : du pain et du sel

Quelques reflets des différents domaines touchés par l'action « Pompiers » : accueil et richesse des contacts et des échanges mutuels



Pierre Lebaq

Du matériel a aussi été acheminé dans le raion de Orhei, en République de Moldavie



Hubert Rossel

Les stages de formation pour les pompiers du SVSU sont minutieusement préparés avec le responsable ISU des județ concernés



Hubert Rossel

La rencontre avec les responsables généraux de l'IGSU à Bucarest a permis une collaboration sans faille pour l'ensemble de l'action

La ville de Neuchâtel et ses partenaires

Lunca de Jos/Gyimesközéplok & Miercurea-Ciuc/Csíkszereda

Lors de l'Opération Villages Roumains, la Ville de Neuchâtel s'est vu attribuer le village de Lunca de Jos/Gyimesközéplok, situé dans la province d'Harghita, *Hargita* en hongrois, comme aiment bien le rappeler nos amis de la région. Dès le début nous avons mené plusieurs actions en faveur de ce village; ensuite, nous avons reçu quelques délégations composées des autorités, des agriculteurs, avec lesquelles nous avons pu partager nos pratiques administratives, professionnelles, sociales en particulier.

En 2009, pour fêter les 20 ans de lien entre les deux communes, nous avons eu le plaisir d'accueillir à Neuchâtel une délégation de Lunca de Jos/Gyimesközéplok qui a eu l'occasion de s'entretenir avec le Chancelier communal de la Ville de Neuchâtel, le directeur du Foyer handicap, le directeur du Lycée Jean-Piaget, du directeur de la Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture, de l'ingénieur forestier et du chef du Service de la Santé et des Affaires sociales.

En 2015, nous avons eu la chance d'être associés au projet « Pompiers » de la Coordination suisse de l'OVV et, contre une modeste contribution de notre part, la commune de Lunca de Jos/Gyimesközéplok a pu être équipée d'un camion tonne-



László Miklós

Les véhicules d'intervention ont déjà trouvé place dans le nouveau local du Feu

pompe pour desservir l'ensemble des 21 villages qui dépendent du Service Volontaire des Situations d'Urgence (SV-SU) basé dans la commune. Le nouveau local du Feu, promis à cette époque, sera inauguré dans quelques jours, la veille de notre prochaine Assemblée générale.

Depuis les années 2001,

nous sommes également en contact avec la direction du Lycée de Miercurea-Ciuc/Csíkszereda que nous avons soutenu, suivant les périodes, en apportant du matériel informatique, parfois de l'argent pour des aménagements divers dans l'école, voire la rénovation d'une aile du bâtiment. A noter que le lycée a une vocation régionale et reçoit des élèves de toute la province de Harghita.

Nous sommes également intervenus modestement en faveur de la rénovation d'un camp de vacances à Miercurea-Ciuc/Csíkszereda qui accueille également des enfants de toute la région, ainsi que pour l'orphelinat avant sa fermeture.

Depuis une quinzaine d'années, nous soutenons, également modestement, l'Association des handicapés moteurs du département de Harghita. Et nous avons décidé de mettre le focus dans notre article sur cette association qui œuvre depuis 1990 à la défense des intérêts de tous les handicapés moteurs du département de Harghita et déploie beaucoup d'efforts pour l'intégration dans la société des personnes handicapées afin d'éviter leur isolement. Si notre aide est modeste financièrement, nous sommes convaincus que c'est un grand soutien moral.

Le champ d'activité de l'association est très large : à partir de la location et la réparation de matériel médical, jusqu'au transport des personnes handicapées, en passant par des



László Miklós

Le nouveau local de Lunca de Jos/Gyimesközéplok sera inauguré officiellement au début du mois de mai



Association des handicapés Harghita

Maquette de la « Maison de la solidarité » prévue pour les handicapés moteurs du județ de Harghita

activités permettant l'intégration dans la société, notamment par le développement de la confiance en soi.

L'association a également un rôle important dans la diffusion des informations aux personnes handicapées, notamment en ce qui concerne la législation applicable, l'obtention du statut d'handicapé, les droits et les obligations des personnes atteintes de handicap. Elle est disponible pour répondre à toutes les questions qui peuvent surgir suite aux nombreux changements de lois provenant de la capitale.

L'association a encore des ateliers protégés à Miercurea-Ciuc/Csikszereda et à Gheorgheni/Gyergyószentmiklós, lesquels accueillent les jeunes handicapés qui ne peuvent pas trouver un emploi sur le marché du travail, ce qui leur permet d'avoir une activité, se sentir utiles et d'avoir des amis. Ces ateliers permettent aux jeunes de continuer d'avoir une vie sociale après celle de l'école, d'avoir un programme journalier bien établi et d'acquérir les règles comportementales indispensables à leur vie d'adulte.

A Miercurea-Ciuc/Csikszereda, les jeunes fabriquent des bougies, des oreillers, des vêtements de travail et du linge de lit. Alors qu'à Gheorgheni/Gyergyószentmiklós, ils travaillent à l'aménagement des parcs et des cimetières avec l'aide de personnel qualifié. A Odorheiu Secuiesc/Székelyudvarhely, l'association assure le fonctionnement d'un centre de réhabilitation sous la direction d'un kinésithérapeute qualifié. Tous ces services sont gratuits.

Le siège actuel de l'association, mis à disposition par la Mairie pour une location symbolique, est devenu en 2013 trop étroit. Le directeur, cheville ouvrière de l'association, s'est mis en tête de construire un bâtiment plus spacieux, plus moderne et plus accessible aux handicapés, afin de correspondre aux normes pour les handicapés. Par conséquent, ils ont procédé avec leurs



Association des handicapés Harghita

Construction du nouveau siège de l'association à Odorheiu Secuiesc/Székelyudvarhely

ressources propres, avec l'aide des amis et des partenaires, à l'acquisition d'un terrain pour la somme de 80 000 euros.

Disposant de toutes les autorisations nécessaires, les plans ont été finalisés et la construction a pu démarrer en 2017. Le coût de la construction s'élève à 500 000 euros, ce qui est une somme considérable par rapport aux moyens dont dispose l'association. En revanche, l'activité déployée depuis 25 ans constitue une solide garantie pour que la « Maison de la Solidarité » devienne une réalité.

La Roumanie fait maintenant partie de l'Union européenne, mais, comme chacun le sait, l'amélioration de ses structures demande encore un immense travail. Des investissements très importants seront encore nécessaires pour que la population atteigne un niveau de vie comparable au nôtre. Pendant toutes ces années, nous avons participé au lancement de certains projets initiés par des hommes et des femmes extraordinaires en Roumanie et c'est cela qui est merveilleux dans ces échanges et qui nous a portés durant toutes ces années. Cette fraternité qui a pu s'établir et a permis, parfois, de déplacer les montagnes pour atteindre les objectifs fixés.

Et, comme disait Confucius, « Le bonheur n'est pas au sommet de la montagne, mais dans la façon de la gravir ».

Pour le groupe coopération
Ville de Neuchâtel
Philippe HAEBERLI

Cornaux (NE) – Finteușu Mare (MM)

Un groupe d'amitié fidèle

En mai 1990, une soirée d'information destinée aux habitants de Cornaux sur l'Opération Villages Roumains (OVR) est organisée par les autorités communales. C'est à ce moment-là que commence notre aventure avec la Roumanie.

Le fait que Cornaux (1550 habitants) et Finteușu Mare (800 habitants) possèdent chacune un chœur d'hommes, actif et réputé, a guidé le choix de notre partenariat.

Un groupe d'actions et d'amitié entre les deux villages est constitué et géré par des personnes privées.

Le village de Finteușu Mare fait partie de la commune de Șomcuta Mare dans le département du Maramureș. Cette commune, située à 20 km au sud de Baia Mare, est constituée de plusieurs villages et compte environ 10 000 habitants.

Entre 1990 et 1993, plusieurs voyages sont organisés pour apporter principalement des vêtements et autres matériels aux habitants du village.

Dès les premiers voyages, les hôtes suisses sont logés dans des familles du village et découvrent ainsi le mode de vie de ses habitants. Leur accueil est chaleureux et leur hospitalité remarquable, malgré le peu de moyens dont ils disposent. Le dialogue s'installe avec les responsables d'institutions telles que l'école, l'Eglise, le chœur d'hommes, le groupe de danses folkloriques et les organisateurs de fêtes et d'événements particuliers du village.

Lors de nos séjours, nos amis nous font découvrir les curiosités et les spécificités de la région du Maramureș, notamment les villes de Baia Mare, Sighetu Marmăției, le cimetière de Săpânța, le lac de Mogosa et le Monastère de Bârsana. Lors de ces visites, nous pouvons apprécier la grande diversité des monuments et les beautés des paysages.

En novembre 1991, le chœur d'hommes de Finteușu Mare fait un séjour à Cornaux. Il se produit dans notre village et dans quelques localités du canton. Les choristes sont logés dans des familles, ce qui crée des relations personnelles qui rapprochent les deux villages. Il s'ensuit des visites de familles suisses en Roumanie et roumaines en Suisse.

Au fil des années, les besoins et la nature de nos actions évoluent.

Durant cette période de collaboration, le groupe de Cornaux organise des ventes pour financer ses actions.

Nous participons à l'amélioration du mobilier scolaire, notamment par un transport de tables et de chaises offertes par une commune du canton, à la réfection des planchers de plusieurs salles de classe et à l'introduction de l'eau courante à l'école primaire et enfantine.

En 2006, nous avons le plaisir d'accueillir le groupe de danses de l'école de Finteușu Mare. Ces jeunes ont eu l'occasion de



Groupe d'amitié Cornaux

Le village de Finteușu Mare fait partie de la commune de Șomcuta Mare, à une vingtaine de km de Baia Mare (MM)



Groupe d'amitié Cornaux

L'école primaire de Finteușu Mare est l'une des institutions qui a bénéficié de la collaboration du Groupe d'amitié



Groupe d'amitié Cornaux

La population de Finteușu Mare est de confession orthodoxe et se retrouve dans la petite église du village



Groupe d'amitié Cornaux

Le chœur d'hommes de Finteușu Mare est à la base du choix des relations entre Cornaux et le village du Maramureș

faire connaître le folklore du Maramureș aux populations de notre région.

En 2012, une délégation de Finteușu Mare est invitée à la fête organisée à l'occasion du 800e anniversaire de la commune de Cornaux, et y participe activement par de la musique et des danses folkloriques.

En 2015, un groupe de Cornaux est invité à la fête organisée à l'occasion des 25 ans de collaboration et d'amitié entre Cornaux et Finteușu Mare.

Et pour 2018, des membres du groupe de Cornaux participeront aux festivités du centenaire du chœur d'hommes de Finteușu Mare.

Christian ADAM et Willy STAUFFER



Le regard de Roumains sur l'OVR

Dans cette phase de *remémoration* de l'impact qu'a eu l'OVR, il nous est agréable de rappeler le regard extérieur que des Roumains ont pu avoir sur notre action.

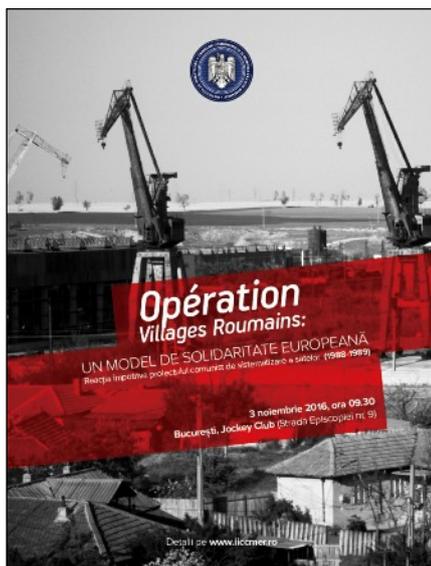
L'IICCMER (*Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului și Memoria Exilului Românesc*) a organisé un colloque sur le thème « Opération Villages Roumains: un modèle de solidarité européenne », au cours duquel différents intervenants ont pu mettre en évidence les circonstances et les conditions de la création de ce mouvement (1).

Certains historiens non plus n'hésitent pas à dire que l'action de protestation d'OVR a été très efficace au niveau national et international et a été d'un grand soutien moral pour le peuple roumain (2).

Ces remarques, venant de Roumains eux-mêmes, nous renforcent dans l'idée de continuer une approche raisonnée et empathique de la société rurale roumaine dans la prise en charge de son futur.

(1) Cf. *Le Réseau*, N° 57, décembre 2016, pp. 2-3 et *Le Réseau*, N° 58, janvier 2017, pp. 9-12.

(2) Cf. BĂRBULESCU M., DELETANT D., HITCHINS K., PAPACOSTEA S., POMPILIU T., *Istoria României*, Ed. Corint, București, 2003, pp. 467-468.



Coin bibliothèque : *L'enfant et le dictateur*

LE ROY DAGEN Marion & BONNOT Xavier-Marie, *L'enfant et le dictateur*, Belfond, Paris, 2018.

Bien des livres au sujet de la Roumanie, qu'ils soient romans ou biographies, font encore référence à l'histoire récente. Impossible de se détacher de ce passé douloureux qui a marqué tant de générations.

Cette phrase, en exergue du livre, en dit long : « *Les protagonistes de cette histoire et les événements relatés sont nés de l'histoire. Toute ressemblance avec des situations et des personnages ayant existé n'est donc pas fortuite.* »

L'histoire de Marion est intéressante parce qu'elle nous permet de revisiter le passé en se plaçant du point de vue de l'enfant adopté, de rappeler aussi les conséquences dévastatrices de la politique nataliste préconisée par le pouvoir roumain. La quête de l'origine et de tout ce qui détermine une identité constituent la trame de ce livre passionnant.

« En 1970, le régime Ceaușescu, convaincu qu'un pays fort est un pays très peuplé, mène une politique nataliste forcenée. Et il n'y va pas par quatre chemins : les célibataires de plus de vingt ans paieront des taxes, les couples sans enfants aussi. Contraception et avortement seront punis de peines allant jusqu'à la prison ferme. Les visites chez le gynécologue sont obligatoires. Les médecins pratiquant l'avortement risquent jusqu'à 25 ans de prison, voire la peine de mort en cas de récidive. Tout un arsenal est mis en place pour inciter les couples à procréer : primes, facilités de travail, logement, transports, vacances. S'ils ne peuvent pas s'occuper de leurs enfants, l'Etat s'en chargera par l'intermédiaire d'orphelinats. Le bilan de cette politique dépasse l'entendement. »⁽¹⁾

Pour comprendre l'histoire de Marion Dagen, il faut esquisser le contexte familial et socio-politique de sa maman Ana. Leurs histoires de vie sont celles de milliers d'autres femmes, familles et enfants dont le destin a été bouleversé par le fameux décret 770 promulgué en 1966. « Abrogé en décembre 1989, avec le rétablissement de l'avortement, la population roumaine garde encore les traces de cette politique nataliste coercitive. »⁽²⁾

Dans un style simple, les auteurs rappellent avec tact, mais sans éluder la réalité et les faits, l'histoire de la Roumanie dans la seconde partie du 20^e siècle. Marion a besoin de comprendre pourquoi elle a été laissée à l'orphelinat. Elle a besoin de savoir qui étaient « ses

généiteurs » ; elle a besoin, pour continuer à vivre, de savoir d'où elle vient. La longue quête de ses origines, dès la fin de son adolescence, la mènera souvent en Roumanie, où elle finit par retrouver ses parents et sa famille de naissance. Petit à petit, elle réussit à reconstituer le puzzle des existences qui ont entouré sa naissance, son abandon et son adoption par une famille française du sud-ouest.

A 17 ans, en 1975, Ana se trouve à Teiuș, une bourgade de 5000 habitants, dans le județ d'Alba. C'est l'âge des premiers émois et quand elle rencontre le jeune Nicolas, un footballeur doué et promis à un bel avenir, elle ne résiste pas à ses mots doux. L'inconscience, le manque d'éducation et surtout le manque de suivis et d'affection maternels, la jettent dans les bras de ce jeune homme de 22 ans, tout aussi irresponsable. La contraception est réprimée et Ana ignore tout de cette possibilité. Résultat, une grossesse non désirée. Aucune aide du côté parental, un peu de compréhension de la part des grands-parents, mais tellement démunis qu'ils ne peuvent agir efficacement. Des professeurs compréhensifs soulagent sa situation car l'avortement est interdit. L'enfant, nommée Maria, naît prématurément, mais en bonne santé.

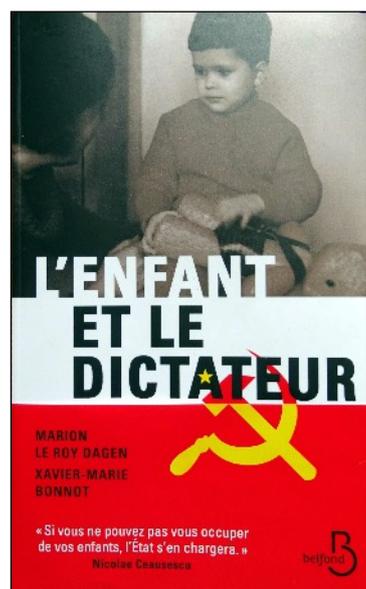
Treize ans plus tard, à la période de Noël, Maria, appelée Marion par ses parents adoptifs, assiste, médusée, à ce qui se passe à Bucarest, puis dans toutes les grandes villes de Roumanie. Elle sait que c'est son pays de naissance. A l'adolescence, on ne peut pas comprendre toute la portée de cette révolution. Dépassée, submergée par les événements, toutes ces scènes font remonter des vieux fantômes, des images d'horreur de sa vie antérieure. « Marion pensait que son passé resterait là où elle voulait qu'il soit : dans un pays où elle ne retournerait jamais. A quoi bon. Mais le passé ne s'efface pas comme on renverse un château de sable. En ce Noël 1989, Marion comprend confusément la nécessité d'extirper ces souvenirs hors d'elle. » (p. 67, 68) C'est alors que commence sa longue quête.

Marion sait qu'elle est adoptée en 1983. Elle connaît le nom de sa maman de naissance, Ana Cotoara. Le jugement du tribunal d'Agen impose à l'adoptée de porter désormais le nom patronyme de Dagen. C'est l'aboutissement de 2 ans de démarches en Roumanie où les parents Dagen ont pu rencontrer la petite fille de 4 ans. Marion se souvient de la première visite à la *leagă*n (crèche) d'Alba Iulia. A l'orphelinat, c'est le rêve de tous les enfants de se voir un jour emmener par un papa et une maman. Mais, à 5 ans et demi, Marion est placée dans une autre institution à Bucarest, « une sorte de camp de concentration pour enfants sans espoir, essayant d'oublier en s'amusant simplement avec des pneus de voiture. Tout était clôturé comme une prison. » Les futurs parents de Marion attendent le bon vouloir de Ceaușescu, car c'est lui seul qui décide qui est adoptable. Ils lui écrivent avec l'aide d'un avocat. Ils paient des honoraires. Des intervenants demandent quelques faveurs, comme un séjour en France ou une paire de bottes. Dans le cas de Marion, il n'y a pas eu de marchandage. Ce ne fut pas toujours le cas, car les adoptions ont été l'objet « d'un véritable commerce, une odieuse marchandisation qui continuera même après la chute du dictateur. » (p. 75)

Marion a mis 37 ans pour connaître la vérité de son abandon ! Ana s'occupe comme elle peut de son bébé, mais elle est faible et la maladie la rattrape. Le bébé doit aller à la crèche et Ana à l'hôpital.

⁽¹⁾ http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/011/article_4617.asp

⁽²⁾ https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9cret_770_r%C3%A9glementant_l%27avortement_en_Roumanie



Hubert Rossel

Pour décider Ana à abandonner son enfant, on lui annonce un cancer qui lui laisse peu de temps de vie. « L'Etat s'occupera de tout. »

Lorsqu'en 2014, Marion retourne à la *leagăn* d'Alba Iulia, les images, les souvenirs lui reviennent : nourriture chiche, lait allongé avec du thé, aucun apprentissage, pas de jeux, pas de gestes de tendresse mais des coups !

L'arrivée en France n'est simple pour personne. Ayant longtemps souffert de la faim, Marion a un rapport pathologique avec la nourriture, elle stocke des provisions, et la peur d'un nouvel abandon rend les relations avec sa mère adoptive difficiles. Cela se représente lors de chaque relation un peu plus profonde. L'estime de soi est gravement entamée, « la rupture du lien affectif consécutif à l'abandon dérègle le processus d'attachement ». Marion passe par des phases de colère, de résignations. Pas facile de mettre des mots sur tous les ressentis.

Cependant, Marion apprend rapidement le français grâce à des maîtresses compétentes et attentives. Elle comble les lacunes d'apprentissage, joue au football, fait de la gymnastique. L'entrée dans l'adolescence est difficile, d'autant plus qu'il faut changer d'école. Les différentes crises, les comportements à risques et incompréhensions, Marion ne pourra se les expliquer qu'à l'âge adulte. C'est sans doute aussi ce qui détermine son choix professionnel dans le domaine socio-éducatif.

Les opportunités de voyage en Roumanie ne manquent pas : des associations humanitaires continuent de faire parvenir du matériel de toutes sortes et, en 1994, Marion fait partie d'un convoi. Les accompagnants n'en sont pas à leur première expérience. Pour Marion, tout est nouveau. Le choc! Le contraste est rude. Les émotions sont fortes, déstabilisantes. La misère et la pauvreté résultant du système moribond sont encore visibles partout. En passant par Alba Iulia, elle veut voir la « casa de copii » où elle a passé les premières années de sa jeune vie. On lui confirme le décès d'Ana.

D'autres voyages se suivent et en 2000, nouvelle proposition de voyage à Hunedoara, la région où elle est née. Bien accompagnée et soutenue, Marion finit par retrouver sa mère biologique bien vivante. Une correspondance se met en place avec les limites de la langue. Ana n'est pas un as de la plume !

Marion s'est mariée et, en 2013, naît son fils. Pas aisé pour Marion, chez qui les souvenirs de l'abandon remontent en force. Angoisse et stress, peur de ne pas bien s'occuper de son fils. Mais avec le temps, son petit Pierre et Tristan, son papa, seront pour elle l'ancrage définitif pour reconstruire sa vie.

Tout au long de ces années, la quête de Marion s'est aussi poursuivie sur Internet. Elle y découvre les photos et reportages de Catherine Blanchet, qu'elle contacte : « Vos photos, c'est moi. » Entre les deux femmes, le courant passe immédiatement. L'idée d'un documentaire naît petit à petit, mais Marion a besoin d'être convaincue, elle veut pas être une bête de cirque. La rencontre avec Ursula Wernly Fergui⁽³⁾, la réalisatrice finit de la séduire. Avec elle, ce sera la suite de sa quête de ses origines. Elle retrouve son père biologique et d'autres membres de la famille en Roumanie.

Par Internet, Marion rencontre Laura Giraud, adoptée comme elle. Ensemble, elles créent l'AFOR, l'Association française des orphelins de Roumanie. Leur site⁽⁴⁾ est vite connu et leur tâche est énorme. Marion et Laura doivent s'y atteler de manière plus professionnelle, s'entourer de gens compétents. Elles se forment et s'inscrivent dans un projet plus global afin d'accompagner, aider et soulager ceux qui ont vécu le même parcours.

Marion est maintenant au clair avec sa destinée.

Vera ROSSEL

⁽³⁾ *L'enfant du diable*, Ursula Wernly Fergui, Kanari Films, 2014. <http://orphelinsderoumanie.org/marion-lenfant-du-diable/>

⁽⁴⁾ <http://orphelinsderoumanie.org/>



<http://2.bp.blogspot.com>

Paște Fericit !

**L'équipe du
Comité OVR-Suisse**

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

L'édition précédente de notre Bulletin était déjà bouclée quand nous avons appris le décès du roi Michel Ier de Roumanie, le 5 décembre 2017, à Aubonne, en Suisse, à l'âge de 96 ans. Les funérailles du roi ont eu lieu le 16 décembre passé, à Curtea de Argeș, dans la nécropole où reposent les autres souverains de Roumanie. Personnalité respectée par le peuple roumain, même s'il était fortement discrédité par la classe politique du pays, les hommages populaires ont été nombreux et le gouvernement a décrété un deuil national de trois jours. Les représentants de plusieurs familles royales européennes ont assisté aux obsèques. La Coordination suisse d'OVR, par son président, a aussi exprimé sa sympathie à la princesse Margareta à l'occasion du décès de son père et nous avons reçu la réponse que nous reproduisons ci-dessous. Les quelques articles de presse repris remettent le roi Michel dans le contexte historique qui permet de comprendre l'évolution de sa vie mouvementée.

La Rédaction

Décès du roi Michel Ier de Roumanie

Les funérailles du roi Michel Ier prévues le 16 décembre [2017]

Une centaine de personnalités, dont des chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que des membres de familles royales du monde entier, pourraient être présentes aux funérailles du roi Michel Ier, a estimé la Maison Royale de Roumanie. Le cercueil avec la dépouille du dernier souverain roumain, le roi Michel, sera ramené en Roumanie le 13 décembre et sera déposé dans le hall d'honneur du Château de Peleş, à Sinaia, dans les Carpates Méridionales. Le roi défunt sera ensuite déposé dans la Salle du Trône du Palais royal de Bucarest, où un dernier hommage lui sera rendu par la population. Les funérailles de l'ancien souverain auront lieu le samedi 16 décembre ; il sera inhumé à Curtea de Argeș (sud), dans la nécropole où reposent tous les rois de Roumanie. Le gouvernement de Bucarest a décrété 3 jours de deuil national les 14, 15 et 16 décembre, tandis que la personnalité de feu le roi Michel sera évoquée au cours d'une séance solennelle du Parlement roumain. Trois registres de condoléances ont été ouverts, des fleurs et des bougies allumées ont été déposées devant le Palais royal de Bucarest. Dans une proclamation diffusée au lendemain de la mort de Michel Ier, sa fille aînée Margareta, Dépositaire de la Couronne de Roumanie, s'est engagée à continuer l'œuvre de son père, en consacrant sa vie et son travail à la nation roumaine et aux Roumains du monde. Le président de la Roumanie Klaus Iohannis a parlé de l'ancien souverain comme d'une des plus grandes personnalités du pays, qui a écrit l'histoire en lettres majuscules et dont le décès est une grande perte pour le pays. Les anciens présidents Ion Iliescu, Emil Constantinescu et Traian Băsescu, le Premier ministre Mihai Tudose, les chefs des partis politiques et des chefs de missions diplomatiques à Bucarest ont exprimé leurs condoléances. (Rédaction de Radio Roumanie Internationale, *lepetitjournal.com*, 7 décembre 2017)

*** **

Requiem pour une morale défunte

L'Histoire offre parfois de tels retournements spectaculaires qu'ils font parfois douter des certitudes que nous assènent les experts.

Chassé en décembre 1947 du trône de Roumanie par le parti communiste avec le soutien armé des troupes soviétiques, sous la menace d'une arme, le roi Michel

Ier de Roumanie, décédé le 5 décembre dernier à l'âge de 96 ans, n'avait jamais imaginé retourner un jour dans son pays natal, ni se voir rendre ses propriétés familiales, ou recouvrer son passeport et son rang...

Retiré depuis 2016 de la scène publique, s'il a tiré sa révérence avec la même discrétion que celle qui avait guidé son existence mouvementée, à l'image de l'histoire roumaine du XXème siècle, il n'en est pas de même pour ses funérailles nationales célébrées aujourd'hui à Bucarest.

En présence de nombreux chefs d'Etat européens, dont certains appartenant à sa parentèle royale – le Grand-Duc de Luxembourg y assistera – la Roumanie d'aujourd'hui entend se rassembler autour de la dépouille mortelle de son dernier roi, le quatrième de la dynastie des Hohenzollern qui a bâti depuis le XIXème siècle la Roumanie moderne et indépendante.

Le président de la République Klaus Iohannis a décrété trois jours de deuil national et s'est rendu lui-même au château de Peleş (sic!), à Sinaia, dans les Carpates, pour s'incliner devant le cercueil du roi et présenter à la famille royale les condoléances du pays tout entier. C'est comme si la République roumaine se sentait soudain orpheline de son passé et de cette personnalité publique la plus respectée du pays, la seule qui échappait aux suspensions de corruption qui gangrène depuis quelques années la vie politique de la Roumanie.



LES MOTS DE RÉCONFORT ET LES PENSÉES DE SYMPATHIE QUE VOUS M'AVEZ ADRESSÉS, AINSI QU'À MA FAMILLE, À LA TRISTE OCCASION DU DÉCÈS DE MON PÈRE M'ONT INFINIMENT TOUCHÉES.

LE ROI MICHEL A ÉTÉ UN PÈRE MERVEILLEUX, UN REPÈRE MORAL POUR SON PEUPLE ET UN PILIER DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE NOTRE PAYS. LOYAL ET GÉNÉREUX, LE ROI A PROUVÉ UN ENGAGEMENT INÉBRANLABLE ENVERS LA COURONNE ET LA NATION.

L'AMOUR, LE RESPECT ET L'ADMIRATION QUE LES ROUMAINS LUI ONT TÉMOIGNÉS LORS DE SON DERNIER VOYAGE NOUS ONT PROFONDÉMENT ÉMUS.

GARDIENNE DE LA COURONNE DE ROUMANIE

Après les cérémonies religieuses, militaires et civiles célébrées dans et devant le palais royal de Bucarest – qui reprend du service pour l'occasion – et après les funérailles présidées par le patriarche orthodoxe dans la grande cathédrale, la dépouille du roi Michel rejoindra son épouse Anne décédée en août 2016, dans la nécropole royale de Curtea de Argeş.

Ces funérailles d'État réservées à l'ancien roi par la République roumaine témoignent autant de la volonté politique des autorités d'utiliser au maximum le magistère moral et l'aura du monarque défunt, que du désir du peuple roumain de faire son examen de conscience sur le sort injuste réservé à Michel Ier, héros national sacrifié sur l'autel de Yalta.

Monté deux fois sur le trône, une première fois en 1927 à l'âge de six ans, puis à 19 ans en 1940, dans l'ombre du « Conducator » Ion Antonescu qui range la Roumanie dans l'Axe, Michel Ier doit d'abord résister face aux nazis et il osera le 23 août 1944 renverser le maréchal Antonescu, un acte qui permet à la Roumanie de rejoindre in extremis le camp allié et de libérer sa patrie du joug nazi.

Pour Michel Ier, de plus en plus isolé alors que le pays est devenu un satellite de l'Union soviétique, il faut désormais sauver son indépendance face au rouleau compresseur, d'autant que les communistes roumains appliquent la « méthode du saucisson » avec un roi qu'ils ménagent d'abord en raison de sa popularité et de sa bravoure, en avançant tranche par tranche.

Il est finalement contraint d'abdiquer le 30 décembre 1947. Le roi partira en exil sans rien emporter avec lui. Peu après il épouse en juin 1948 à Athènes la princesse Anne de Bourbon-Parme qu'il venait de rencontrer au mariage de la future reine Elizabeth d'Angleterre avec Philip Mountbatten... il y a 70 ans.

Le temps nécessaire pour que la vérité historique se fasse jour et que l'on réhabilite un homme qui, gagnant sa vie en exil comme mécanicien, n'a jamais cessé de servir son pays et de se comporter en roi, quoique privé de trône, de moyens financiers et de tribune médiatique. Quelle ironie !

Aujourd'hui un président élu et une élite politique passablement discréditée, à la recherche de son honneur perdu, se rangent avec ferveur derrière celui qui est officiellement qualifié de « Sa Majesté le roi Michel » et pleuré comme un héros national. C'est une belle revanche de l'Histoire qui se joue aujourd'hui dans les rues de Bucarest. (Stéphane BERN, *Luxemburger Wort*, Luxembourg, 17 décembre 2017)

*** **

La marche de l'Histoire : le roi Michel de Roumanie

En 1992, c'est après un demi-siècle d'exil que le roi de Roumanie a pu revenir dans son pays. Les successeurs de Ceauşescu craignaient sa popularité. Ils réussirent ensuite à le cantonner à un rôle symbolique. Ils lui rendirent le château de Sinaïa dans les Carpathes et le palais Elisabeth à Bucarest. Et même un titre. Convie à parler devant le Parlement, les deux Chambres réunies, en 2011, il ne pouvait que prononcer un discours d'unité. Il avait atteint l'âge de 90 ans.

En fait, la place de Michel dans l'imaginaire politique de beaucoup de Roumains est inversement proportionnelle à celle qu'il n'a pu occuper dans la vie politique réelle.

Né en 1921, il devient roi en 1927. Un roi-enfant est toujours entouré de la tendresse du peuple.

En 1930, son père Carol reprend le trône pendant que montent la crise économique et le fascisme. Michel, désormais voïvode d'Alba Iulia, se tient dans son coin, boudeur, entouré d'une attente grandissante à mesure que croît l'impopularité de Carol.

En 1940, il redevient roi, mais dans des circonstances tragiques. Le pays est dirigé par un Conducator et intégré dans l'Europe nazie. La Roumanie garde tout de même son autonomie, mais c'est dans la conduite d'une Shoah atypique, inouïe. Il vaut mieux pour la réputation de Michel qu'il n'ait été alors qu'un fantoche.

1944, il a 23 ans. Le Conducator le considère encore comme un enfant. Michel prend l'initiative de rompre avec l'Allemagne. Les Soviétiques sont tout proches. Il signe l'armistice avec eux. Il va tenter de restaurer un système parlementaire et de sauvegarder l'indépendance du pays mais la Roumanie est passée d'une tutelle totalitaire à l'autre. Michel est déposé fin 1947 et expédié hors des frontières en janvier suivant.

Raconter sa vie, c'est traverser les tragédies du siècle. Suivre les avatars d'un destin empêché, qui s'est achevé ce mois de décembre 2017. (Jean LEBRUN, *France-Inter*, 18 décembre 2017)

Justice et corruption

Manifestations - Des dizaines de milliers de personnes dans la rue

Des dizaines de milliers de personnes ont protesté à nouveau samedi [20 janvier, ndr] dans la soirée à Bucarest et dans d'autres villes importantes de Roumanie contre la modification des lois de la Justice et contre les récentes mesures fiscales adoptées par le gouvernement de la coalition du Parti social-démocrate - Alliance des libéraux et des démocrates. Des protestataires de tous les coins du pays ont convergé sur la capitale pour participer aux manifs. Au centre-ville de Bucarest, le trafic a été perturbé et quelques incidents entre protestataires et gendarmes ont également eu lieu. Les Roumains de la diaspora ont répondu eux aussi à l'appel et ont manifesté dans plusieurs villes européennes - Milan, Budapest, Madrid, Paris. Mécontents des modifications des lois gérant la Justice par le Parlement et déplorant notamment la démarche visant à modifier les codes pénaux, les manifestants accusent la coalition gouvernementale de vouloir subordonner la Justice par la modification de la législation dans le domaine. Plusieurs ONGs ont demandé à l'Exécutif de saisir la Commission de Venise au sujet des lois de la Justice et de la modification des codes pénaux ainsi que d'ajourner par le biais d'un décret d'urgence de l'application de ces mesures. Récemment, les ambassades de plusieurs Etats à Bucarest : Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Pays-Bas et Suède ont appelé dans une lettre commune toutes les parties impliquées à éviter toute action qui pourrait affaiblir l'indépendance du système judiciaire et de la lutte contre la corruption. (Rédaction de Radio Roumanie Internationale, *lepetitjournal.com*, Bucarest, 22 janvier 2018)

*** **

Corruption - La Roumanie perd ses têtes

Lassés par l'instabilité gouvernementale et la corruption, de plus en plus de jeunes Roumains diplômés font le choix de l'expatriation vers l'Europe de l'Ouest et du Nord. Une hémorragie qui ne semble pour l'heure guère inquiéter le pouvoir.

«J'ai pris la décision de quitter la Roumanie en janvier 2017, à cause de l'instabilité politique et économique, la corruption, la tentative du nouveau pouvoir en place de sortir le pays de la civilisation et de le réorienter vers l'Est», confie Armin Florescu, 39 ans, qui hésite encore entre Paris et Londres pour relocaliser sa famille. Pourtant, rien ne prédestinait cet économiste de formation au départ. Propriétaire de son logement, un poste en vue dans les nouvelles technologies, un salaire confortable et, sur les photos, une famille heureuse. En regardant les nuages passer par la grande baie vitrée de son bureau du quartier des affaires de Bucarest, Mirela, elle, est déjà nostalgique : «Je n'aurais jamais pensé partir, mais avec le pouvoir en place la situation est devenue impossible. J'ai prévenu mes amis : le mois prochain, je serai en Allemagne.» A 35 ans, Mirela n'a pas non plus le profil habituel des candidats au départ. Ingénieure informatique dans un grand groupe, elle a un salaire équivalent à celui de ses homologues occidentaux, parle couramment trois langues et a presque fait le tour du monde. Mais sa décision est prise. Elle a déjà décroché, sans mal, un poste équivalent à Francfort.

Comme Armin et Mirela, ils sont nombreux à quitter la Roumanie depuis l'arrivée au pouvoir du Parti social-démocrate en décembre 2016. En un an, le PSD n'a eu de cesse de modifier lois et codes, allant jusqu'à menacer l'Etat de droit, diminuant les droits de l'opposition et les pouvoirs du Président. Désormais, l'opposition ne peut plus défendre ses opinions lors du vote des lois au Parlement et voit, dès qu'une de ses propositions d'amendement est validée, toutes les autres considérées comme nulles. Quant au Président, il est exclu du processus référendaire. Avec des gouvernements qui changent tous les six mois, dont un démis par son propre camp, et trois Premiers ministres en un an, l'instabilité (21 janvier, nldr) inquiète. La nomination à la tête du gouvernement, mercredi, de l'euro-députée Viorica Dancila, surnommée la «porte-parole» pour son allégeance à Liviu Dragnea, leader du PSD, n'a rien de rassurant.

Mépris

Aujourd'hui, la force vive intellectuelle fuit le pays, une situation qu'on ne pensait plus possible après les départs massifs des années 90, consécutifs à la chute du communisme. Les chiffres des départs sont alarmants : on estime que neuf habitants par heure quittent le pays. Selon le dernier rapport de l'ONU, qui se base sur les données de 2015, la Roumanie est, après la Syrie, le pays dont le taux de migration grimpe le plus. Avec 3,4 millions de départs ces dernières années, soit 17 % de la population, la Roumanie perd chaque année l'équivalent d'une ville de 85 000 habitants.

Pour Dumitru Sandu, professeur de sociologie à l'université de Bucarest, on est en train de passer «d'une migration euronavettiste [qui va et vient entre le pays européen d'accueil et la Roumanie, nldr] à une migration de longue durée, voire définitive, surtout pour les jeunes diplômés». La politique est la principale cause de ce changement. «Le PSD veut satisfaire des promesses électorales, alors que les jeunes veulent des emplois bien payés, des conditions de vie et un fonctionnement institutionnel digne des meilleurs pays européens, car dans tous les Etats membres, c'est désormais au niveau de l'UE que s'évalue l'avenir», explique le sociologue.

«Ça fait un an qu'on manifeste contre le PSD et c'est pire : ils ont passé les lois sur la justice», s'inquiète Florin, 45 ans, cadre dans la finance et candidat lui aussi au départ. Le parti avait tout de même fait machine arrière devant les manifestations massives de février 2017 contre l'ordonnance gouvernementale d'urgence numé-

ro 13, qui visait à réduire l'indépendance de la justice, avant de la faire passer sous forme de loi en fin d'année.

Pour Florin, le mépris des hommes politiques est devenu insupportable. Mais pas question d'évoquer une éventuelle radicalisation des manifestations, qui jusqu'à présent ont été non violentes. Les forces de l'ordre filment et traquent les manifestants jusque sur Internet, menaçant de poursuites la moindre incitation à la violence, quitte à entraver la liberté d'expression. Début décembre, la police a ouvert des enquêtes pénales pour des posts sur Facebook à l'encontre de citoyens exaspérés par la dérive du pouvoir.

«Rien n'a changé»

«On a l'impression de revenir en arrière. On est en 2018, dans l'UE, et je dois fuir mon pays ! s'indigne Florin. Je ne pensais pas devoir répéter l'expérience de mes parents. Je pars car je ne veux pas vivre dans la peur et finir comme eux. Les communistes surveillaient tout le monde, rien n'a changé. Ils nous traquent sur les réseaux sociaux avec de faux profils. Ils ont donné des amendes à ceux qui ont balancé du papier toilette sur le siège du PSD, et un député a même écrasé des manifestants avec sa voiture.» Si les faux profils sont de plus en plus nombreux sur le Facebook roumain, les autorités nient toute implication. Cependant, comme le montre la vidéo tournée par les victimes, l'élus PSD Ioan Tarlea a bien foncé le 6 décembre sur deux manifestants devant le Parlement.

«Ils n'ont qu'à rester seuls pour continuer à détourner des fonds européens, faire des lois sur mesure et manipuler leur électorat, constitué majoritairement d'assistés sociaux», s'indigne Anamaria, 27 ans, partie en Suède et jointe par téléphone. Pour elle aussi, février 2017 a été un signal d'alarme, mais c'est la récente mise en accusation de Liviu Dragnea par le parquet anticorruption pour le détournement de près de 2 millions d'euros qui a déterminé la jeune femme à faire ses valises. Ancienne manager chez un opérateur de téléphonie mobile, Anamaria a recommencé sa vie en bas de l'échelle sociale et est désormais femme de chambre sur un bateau de croisière. Mais sans regret. «Je ne veux plus participer à ce système. Une fois qu'on sera tous partis, on verra bien qui paiera leurs salaires et les bakchichs électoraux !» ironise-t-elle. Selon la chaîne de télévision TVR, entre le salaire, les forfaits et le remboursement des frais, un parlementaire encaisse chaque mois environ 40 000 lei (8 650 euros), alors que le salaire net moyen dans le pays est de 2 380 lei (environ 513 euros). Au quotidien, la disparité entre le niveau de vie de la population et celui des dirigeants, avec leurs fortunes mises à l'abri dans les paradis fiscaux, comme celle de Dragnea au Brésil, est flagrante. «Il est impossible d'endiguer la migration des Roumains parce que les conditions de vie sont encore très précaires. Tant que le pouvoir ne limitera pas cette souffrance, il n'y aura pas d'espoir de changement», prévient le professeur Dumitru Sandu. Les leaders politiques de tous bords ne semblent pourtant pas inquiets de la fuite massive des esprits les plus brillants du pays, déjà vidé de sa main-d'œuvre qualifiée et de ses médecins. En 2017, la Roumanie comptait 36 000 étudiants partis à l'étranger et, selon le portail de l'enseignement roumain, 14 500 lycéens ont exprimé le souhait de suivre la même voie. Le chiffre est en constante augmentation. Du reste, l'élite politique donne l'exemple : presque tous les enfants des hauts dirigeants ont fait leurs études supérieures dans des établissements étrangers, à l'instar d'un fils de Miron Mitrea, ex-ministre des Transports, parti en Allemagne, de la fille de l'ex-Premier ministre Victor Ciorbea qui a étudié aux Etats-Unis, ou encore des filles de son prédécesseur, Petre Roman, qui ont fait leurs études à Paris.

Phrases assassines

«On vit dans une période historique qui encourage la mobilité géographique, et les gens y gagnent», souligne la psychothérapeute Keren Rosner, admettant toutefois que «ceux qui partent vivent un sentiment d'abandon vis-à-vis des autorités, qui semblent indifférentes et n'essayent pas de les retenir». Mais les départs massifs auront des répercussions : «Nous serons privés de spécialistes dans beaucoup de domaines. On aura du mal à combler cette perte, ce qui génère une sorte de désespoir et d'inquiétude.»

L'attitude des hommes politiques est d'autant plus inquiétante que, lorsqu'elle n'est pas ignorée, cette population hautement qualifiée est rabaissée. Le cas de l'ancien ministre des Transports Ioan Rus, contraint à la démission en 2015 après avoir dit que les enfants restés au pays devenaient des délinquants et les femmes des prostituées, a limité le nombre de dérapages du genre, mais les petites phrases assassines sont légion hors micro. «La Roumanie sera obligée de prendre en compte les départs. Il va falloir changer de vocabulaire et d'attitude face à ceux qui veulent partir, parce que le secteur économique ne peut être efficace sans une force de travail qualifiée», avertit Dumitru Sandu.

En attendant le changement, des manifestations sont encore prévues ce week-end [20-21 janvier] dans tout le pays mais, alors qu'il y a un an peu de contestataires parlaient de partir, ils sont désormais nombreux à échafauder des plans de départ, comme on fuit un pays en état de siège avant qu'il ne soit trop tard. (Irène COSTELIAN, *Libération*, Paris, 19 janvier 2018)

*** **

Manifestation anticorruption en Roumanie

Des milliers de Roumains ont bravé le froid et la neige dimanche [25 février] à Bucarest et dans plusieurs grandes villes pour exprimer leur soutien à la cheffe du Parquet anticorruption (DNA) Laura Codruta Kovesi⁽¹⁾, dont le gouvernement de gauche veut la tête.

"Codruta, n'oublie pas, nous sommes à côté de toi", et "Justice, pas corruption", ont scandé les manifestants -- environ 3 000, selon l'agence publique Agerpres -- rassemblés à Bucarest, devant le siège du gouvernement.

Des centaines de personnes ont également manifesté à Timișoara (ouest), Cluj (nord-ouest), Sibiu et Brașov (centre).

"Le DNA doit continuer à faire son boulot, en revanche le ministre de la Justice doit partir", a déclaré à l'AFP un informaticien bucarestois, Șerban Alexe.

Le ministre Tudorel Toader a lancé jeudi une "procédure de révocation" de Mme Kovesi, l'accusant d'avoir "enfreint" la Constitution et "nui à l'image" du pays à l'étranger.

Selon la loi, il appartient au président de centre droit Klaus Iohannis, à couteaux tirés avec le gouvernement, de trancher sur un limogeage de Mme Kovesi.

Cette magistrate âgée de 44 ans, l'une des personnalités les plus populaires du pays, est devenue la bête noire d'une partie de la classe politique en raison des nombreuses enquêtes menées par le DNA contre des élus locaux et nationaux.

Plus de 87 000 personnes ont par ailleurs signé une pétition en ligne appelant le président Iohannis à ne pas révoquer Mme Kovesi.

(1) L'orthographe correcte du nom est Laura Codruța Kovesi. Toutefois, nous laisserons la graphie utilisée dans les journaux cités. (ndlr)

"Nous vous exhortons à vous ranger du côté de la justice et non du côté de ceux qui se sentent menacés par la lutte anticorruption", ont écrit les auteurs de cette pétition.

Depuis leur retour au pouvoir en décembre 2016, les sociaux-démocrates, dont plusieurs élus, sont visés par la justice, ont tenté d'assouplir la législation anticorruption, déclenchant une vague de contestation sans précédent depuis la chute du régime communiste fin 1989. (AFP, *Le Figaro*, Paris, 25 février 2018)

*** **

Le Parquet anticorruption se dit victime d'«attaques sans précédent»

Le Parquet anticorruption (DNA) de Roumanie a instruit 3 800 dossiers en 2017, soit un nombre record depuis sa création, malgré des "attaques sans précédent" de la part du pouvoir politique, a indiqué mercredi la procureure à sa tête, Laura Codruta Kovesi.

"Nous ne saurons faire le bilan du DNA en 2017 sans évoquer les défis auxquels nous avons été confrontés: les tentatives de modifier la législation et les attaques sans précédent nous visant", a déclaré Mme Kovesi à l'occasion du rapport annuel de ses services, en présence de magistrats et du chef de l'Etat Klaus Iohannis.

En revanche, aucun membre du gouvernement de gauche n'était présent, contrairement aux années précédentes.

Cette magistrate de 44 ans, l'une des figures les plus populaires de Roumanie, est visée par une procédure de destitution lancée la semaine dernière par le ministre de la Justice. Elle a toutefois obtenu mardi le soutien du Conseil supérieur de la magistrature (CSM).

Plusieurs responsables de la coalition au pouvoir ont accusé le DNA de "fabriquer des dossiers politiques" et appelé à une "réforme en profondeur" de cette institution. Le DNA, créé en 2002 et composé d'une centaine de magistrats, est l'une des cinq institutions anticorruption les plus efficaces de l'UE, avait conclu un rapport européen en 2014.

"Nous assistons ces derniers temps à des tentatives de manipulation visant à discréditer le DNA et à subordonner la justice. Cela est inadmissible", a lancé le président Iohannis (centre droit), qui a toujours défendu Mme Kovesi et qui aura le dernier mot sur la question de sa révocation.

Malgré ces obstacles, le DNA a envoyé devant les tribunaux en 2017 un millier de personnes, dont trois ministres, cinq députés et un sénateur, a indiqué Mme Kovesi.

"Un tiers d'entre elles étaient accusées de fraudes avec des fonds européens, destinés pour la plupart à des zones rurales pauvres", a-t-elle souligné.

Depuis leur retour au pouvoir en décembre 2016, les sociaux-démocrates, dont plusieurs élus sont visés par des enquêtes, ont tenté d'assouplir la législation anticorruption, déclenchant une vague de contestation sans précédent depuis la chute du régime communiste fin 1989.

Une réforme de la justice adoptée en décembre par le Parlement a été critiquée par la Commission européenne, dont le vice-président, Frans Timmermans, est attendu jeudi [1er mars] à Bucarest pour aborder ce sujet avec les principaux responsables politiques du pays. (AFP, *L'Express*, Paris, 28 février 2018)

*** **

La mémoire de Ceaușescu

Nostalgie et amertume pour les 100 ans de la naissance de Ceaușescu

"Nous commémorons le plus grand Roumain de tous les temps": près de trente ans après son exécution, le culte de Nicolae Ceaușescu reste vivace en Roumanie où des nostalgiques se sont recueillis vendredi [26 janvier] sur la tombe de l'ancien dictateur communiste pour les 100 ans de sa naissance.

"Je suis venu faire mon devoir de patriote et allumer une bougie pour lui, car il le mérite", dit Valerian, 79 ans, une chapka en fourrure vissée sur la tête, parmi des dizaines de fidèles de l'ancien "Conducator" portant fleurs et bougies.

Renversé par un soulèvement anticommuniste le 22 décembre 1989 après un quart de siècle de règne de fer, Ceaușescu avait été fusillé trois jours plus tard, aux côtés de son épouse Elena, à la suite d'un procès sommaire.

"Ils n'auraient pas dû le tuer", se désole ce chauffeur à la retraite, minimisant les privations ayant marqué l'époque Ceaușescu: "Tout le monde avait un emploi, un appartement, les congélateurs étaient pleins", assure-t-il.

Installé à la tête du Parti communiste (PC) en 1965 et devenu le premier président du pays en 1974, Ceaușescu avait instauré l'une des dictatures les plus dures d'Europe de l'Est, selon les historiens.

"Quel dictateur?!", s'insurge une femme âgée, venue poser des fleurs sur la tombe en marbre rouge érigée dans le cimetière Ghencea de Bucarest. "Les hommes politiques d'aujourd'hui sont-ils capables de faire autant que Ceaușescu? Pas du tout, ils ne font que voler", ajoute-t-elle.

"Icône d'un passé glorieux"

Pour de nombreux Roumains, "Ceaușescu est l'icône d'un passé glorieux, d'une Roumanie dont la mémoire a éliminé le froid et la faim", indique à l'AFP le sociologue Vasile Dâncu.

Cette nostalgie a augmenté ces dernières années, nourrie par le désenchantement face à la classe politique au pouvoir 28 ans après le retour de la démocratie, souligne-t-il.

"Ceaușescu hante toujours comme un fantôme les esprits de ceux formés avant 1989. Le discours national-communiste est toujours très présent dans les débats politiques, tandis que l'ancien dirigeant semble être devenu quelqu'un de fréquentable, digne de respect, un grand patriote", déclare à l'AFP l'historien Armand Gosu.

Selon lui, l'héritage de l'ex-dictateur est omniprésent: "La plupart des villes ont été défigurées par sa politique de systématisation, la géographie économique du pays est en partie le résultat de ses décisions illogiques".

Mais "les plaies les plus profondes sont d'ordre social", relève l'historien.

L'industrialisation forcée des années 1970 avait en effet entraîné l'exode vers les villes de millions de paysans appelés à travailler dans des usines.

Certains d'entre eux avaient été promus hauts fonctionnaires, activistes du PC ou officiers de la Securitate, la redoutable police politique. "Cela a provoqué une véritable révolution, où les rôles au sein de la société ont été inversés", estime M. Gosu.

"Régime basé sur la terreur"

"Ceaușescu avait instauré une dictature personnelle et son régime était basé sur la terreur", souligne, amer, Radu Filipescu, 62 ans, condamné à dix ans de prison en 1983 pour avoir distribué des tracts

appelant les Roumains à protester dans la rue contre le régime communiste.

Il rappelle que l'ancien dirigeant avait notamment donné l'ordre de tirer sur les manifestants lors du soulèvement de 1989, qui avait fait plus de 1 100 morts, dont environ 160 avant la fuite des Ceaușescu. M. Filipescu évoque également le culte de la personnalité qui entourait Ceaușescu et qui avait transformé son anniversaire en un spectacle "dégoûtant".

Mais l'ancien dictateur suscite aussi intérêt et curiosité: le gigantesque palais érigé sur son ordre au centre de Bucarest et qui accueille aujourd'hui le Parlement est l'une des principales attractions touristiques du pays, avec 210 000 billets vendus l'année dernière.

Son ancienne résidence, Palatul Primaverii (le palais du printemps), ouverte au public depuis près de deux ans, a pour sa part accueilli 36 000 visiteurs en 2017.

Et pour la cinquième fois, la maison Artmark organisera le 31 janvier une vente aux enchères de biens ayant appartenu aux Ceaușescu, dont des photos, des tapis au visage du "Fils bien-aimé de la nation", des vêtements ou encore des cadeaux offerts par des dirigeants étrangers.

"Il y a un intérêt évident pour de tels objets. Certains acheteurs sont mûs par la nostalgie, d'autres veulent enrichir leur collection, car il s'agit de biens ayant appartenu à un couple présidentiel", indique Mihai Ipate, responsable d'Artmark. (Mihaela RODINA, *TV5 Monde/Information*, 26 janvier 2018)

*** *** ***

Un centre commercial érigé sur le lieu de l'exécution des Ceaușescu

Les autorités locales de Targovichté (sic !) [= Târgoviște] ont approuvé la semaine dernière la construction d'un centre commercial à l'endroit où Nicolae et Elena Ceaușescu ont été exécutés lors de la révolution roumaine. Une nouvelle qui ne semble pas poser tant de problèmes que ça en Roumanie.

Un centre commercial de 70 000 m2 sur les lieux de l'exécution des Ceaușescu, l'idée a de quoi surprendre. Les autorités locales de la région de Târgoviște ont pourtant décidé de transformer en centre commercial la caserne où le couple Ceaușescu a été exécuté le 25 décembre 1989. Pour mémoire, le dictateur roumain et sa femme Elena avaient été fusillés sommairement le jour de Noël dans une unité militaire de Târgoviște, ville de 70 000 habitants située à moins d'une heure de Bucarest.

Quelques jours auparavant, le couple s'était enfui de la capitale en hélicoptère avant d'être livré aux forces armées. S'en était suivie une parodie de procès, à l'endroit du futur centre commercial. Propriétaire du terrain, le conseil général a donné son accord à un important acteur du marché immobilier roumain, la société Prime Kapital group qui possède déjà 50 centres commerciaux, dont 5 en Bulgarie, en Slovaquie et en Pologne. Budget estimé : plus de 220 millions d'euros. Le centre commercial devrait ouvrir dans deux ans.

Un argument marketing pour les promoteurs du projet ?

On peut s'interroger sur le bon goût et la pertinence d'un tel projet. Târgoviște ne manque pas de grands centres commerciaux, qui, comme partout en Roumanie, ont fleuri ces dernières années. Ce qui est aussi certain que la nostalgie à l'égard de l'ancien dictateur est encore bien vivace. Le 26 janvier dernier, pour le centenaire de sa naissance, un grand nombre de nostalgiques, surtout des personnes

âgées, étaient venus lui rendre hommage sur sa tombe à Bucarest. Immanquablement, la comparaison avec les actuels politiciens, dont beaucoup sont considérés comme corrompus, avait alimenté les débats. Le site de l'exécution des Ceaușescu à Târgoviște était devenu un petit musée où les curieux et les incondtionnels du dictateur venaient voir les traces de balles dans le mur ainsi que le lit sur lequel le couple avait passé sa dernière nuit.

Le devoir de mémoire en Roumanie

La dictature communiste est très peu abordée à l'école en Roumanie. De manière générale, le passé communiste n'est pas discuté : il n'y a pas eu d'épuration ou de jugement des responsables du régime. Un voile de mystère et d'impunité entoure ainsi cette époque, ce qui alimente la nostalgie pour cette période et ses acteurs. Dans le même ordre d'idées, le pays n'a toujours pas de musée du communisme, comme on peut en trouver dans d'autres villes d'Europe de l'Est.

Faute de mieux, l'immense palais du Parlement, bâtiment gigantesque construit à l'époque de Nicolae Ceaușescu, aujourd'hui largement sous-utilisé, attire un nombre croissant de touristes. Mais les visiteurs n'ont pas droit à la moindre explication historique. Même constat pour la villa du couple Ceaușescu, décevant musée ouvert depuis deux ans mais qui fait un tabac. La visite, ce n'est qu'un accès aux lieux. On y voit les conditions de vie opulentes du couple, mais il n'y a aucune allusion politique. Les vieilles habitudes ont la peau dure... (Benjamin RIBOUT, *Radio France Internationale*, Paris, 13 mars 2018)

*** **

Divers

MINERIADE - Le procès où sera jugé l'ex-président Ion Iliescu commence

Le procès concernant la violente répression des manifestations de la Place de l'Université de Bucarest, entre le 13 et 15 juin 1990, a commencé hier, 20 février, et parmi les accusés, se trouve l'ancien président, Ion Iliescu et l'ancien Premier ministre, Petre Roman.

Dans ce procès, plusieurs personnes ont été renvoyées devant le tribunal pour "crimes contre l'humanité", dont deux anciens hommes d'Etat, l'ancien vice-premier ministre, Gelu Voican Voiculescu, l'ancien chef du Service Roumain de Renseignements (SRI), Virgil Măgureanu et l'ancien leader syndical, Miron Cozma.

En Roumanie, les événements de juin 1990 sont aussi connus sous le nom de « minériades », à cause de l'intervention des mineurs venus de Valea Jiului, pour réprimer les manifestations pacifiques contre le régime politique d'Ion Iliescu, qui avaient lieu sur la Place de l'Université de Bucarest. Lors de ces événements, quatre personnes ont été tuées et 1 388 blessées, tandis que 1 250 personnes ont été détenues illégalement.

Il y a des voix qui soutiennent que celui qui a demandé l'intervention des mineurs fut Ion Iliescu, son but étant de «pacifier» les «vauriens» et les «voyous» qui protestaient sur la Place de l'Université. Après que les mineurs aient dispersé les protestataires, Iliescu les a remerciés pour leur «réponse à son appel». Cependant, il a nié cette démarche, en déclarant que les mineurs étaient venus spontanément dans la capitale.

Un document déclassifié en 2017, par le Ministère de la Défense Nationale a démontré que l'armée a fourni de la nourriture et des vêtements aux mineurs impliqués dans les événements de Bucarest, du 13-15 juin 1990.

En mars 2015, la Cour Suprême Roumaine a ré-ouvert le dossier des minériades et l'ancien président Ion Iliescu a été renvoyé devant le tribunal en juin 2017. (Ana-Maria ROȘCA, *lepetitjournal.com*, Bucarest, 21 février 2018)

*** **

STATS - 1 Roumain sur 5, entre 25-40 ans, vit et travaille à l'étranger

Presque 2,58 millions de Roumains, représentant presque 12% de la population totale du pays, ont vécu à l'étranger pendant plus d'un an, d'après l'Indicateur Social de la Fondation Friedrich Ebert.

Le pourcentage des Roumains qui vivent et travaillent à l'étranger est presque double pour la tranche d'âge entre 25 et 40 ans, étant la période la plus active sur le marché du travail mais aussi en termes de fécondité. Ainsi, 1 Roumain sur 5 dans cette tranche d'âge vit et travaille à l'étranger. De plus, leurs enfants seront nés à l'étranger. Presque 5 % des enfants roumains de moins de 4 ans vivent à l'étranger et le pourcentage s'élève à presque 8 % pour la tranche d'âge de 5 à 9 ans.

Selon l'étude, le pourcentage des Roumains qui vivent à l'étranger sur le long terme est plus élevé dans les régions urbaines (15,9 %) que dans celles rurales (6,1 %), probablement à cause du fait que beaucoup de gens de la campagne travaillent à l'étranger sur des contrats saisonniers.

Le plus grand nombre de Roumains vivant à l'étranger se trouve dans la région du nord-est (Moldova/la Moldavie), à savoir 17,7 % de la population dans cette région. Celle-ci est aussi la plus pauvre région de la Roumanie et une des cinq plus pauvres régions de l'Union européenne, avec un PIB par habitant de seulement 36 % de la moyenne de l'UE, d'après les données d'Eurostat.

L'étude de la Fondation Friedrich Ebert repose sur les données officielles de l'Institut National des Statistiques (INS), et indique que la Roumanie compte au total 22,2 millions d'habitants et une population résidente de 19,6 millions d'habitants. (Ana-Maria ROȘCA, *lepetitjournal.com*, Bucarest, 6 mars 2018)



Le prochain numéro du Réseau paraîtra en août 2018. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 juillet au plus tard. Merci !